



ACADÉMIE DE RENNES

Liberté
Égalité
Fraternité

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES

DIVISION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

Le Recteur de l'académie de Rennes,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
- Vu le décret n° 70-738 DU 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation,
- Vu l'arrêté rectoral en date du 19 novembre 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2021 pour l'accès à l'échelon spécial du grade de conseillers principaux d'éducation de classe exceptionnelle.

Arrête :

Article 1er : Le conseiller principal d'éducation de classe exceptionnelle dont le nom suit, inscrit sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2021 pour l'accès à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle, est promu à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle des conseillers principaux d'éducation à compter du 1er septembre 2021.

NOM USUEL	NOM DE FAMILLE	PRENOM	DISCIPLINE	ETABLISSEMENT
GUILLEMET	GUILLEMET	CHANTAL	EDUCATION	CLG LA BINQUENAI RENNES

Article 2 : Le présent arrêté est publié sur le site de l'académie de Rennes, www.ac-rennes.fr (rubrique Concours / Métiers / RH, sous-rubrique Carrières puis Promotions des personnels) et affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du Rectorat de l'académie de Rennes, 96 rue d'Antrain Rennes.

Fait le 19 novembre 2021

Pour le Recteur et par délégation,
La Secrétaire Générale adjointe,
directrice des ressources humaines,

Anne Sophie RAULT

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois*

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision - vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.